

8 mars 2016 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-italiennes, la politique économique au sein de l'Union européenne et sur la situation en Syrie, en Libye et en Tunisie, à Venise le 8 mars 2016.

LE PRÉSIDENT : Monsieur le Président du Conseil italien, cher Matteo,

C'est le 33e sommet franco-italien et il se tient ici, à Venise. C'est un endroit magique, ce palais est magnifique et il illustre ce que nous portons ensemble : une histoire, une grande histoire, mais aussi une volonté, la volonté que les valeurs que nous avons voulu porter pour l'Europe soient également celles de l'Humanité.

C'est l'espérance qu'avaient sans doute ceux qui ont bâti ces cités magnifiques. Ils ne les bâtissaient pas pour eux-mêmes mais pour le monde. Ils pensaient qu'ils étaient au cur du monde mais aujourd'hui, c'est le monde qui vient au cur de nos villes. Au moment où nous exprimions cette joie, ce bonheur d'être ici, Italiens et Français réunis, nous avons aussi le malheur qui venait jusqu'à nous. La famille de Valeria qui est une des victimes du terrorisme - elle était au BATACLAN ce 13 novembre - ses parents, également la famille de son fiancé étaient là pour nous dire qu'ils étaient conscients qu'ils avaient vécu un drame mais que c'était l'Europe qui avait été visée et la liberté qui avait été frappée.

Nous voulions que ce Sommet puisse s'ouvrir sur un message, celui que Valeria elle-même voulait adresser. Nous sommes le 8 mars, c'était un message pour les femmes, pour l'égalité, pour la dignité. Valeria travaillait sur une thèse qui voulait comprendre comment, en France, il était possible de concilier la vie professionnelle et la vie familiale et ce qui devait être encore fait pour y parvenir, de manière à ce qu'aussi des politiques publiques puissent être définies en Italie.

Alors, Matteo et moi, nous avons décidé, avec nos ministres, qu'un contrat doctoral puisse être offert à un jeune dans le cadre de l'université franco-italienne et qu'ainsi, le travail de Valeria puisse être prolongé. Il ne s'agit que d'un contrat doctoral mais cela va au-delà, c'est pour signifier que nous avons confiance dans la recherche, dans la connaissance, dans le savoir et que Valeria, d'une certaine façon, pourra voir son travail se poursuivre avec d'autres.

J'évoque le drame car le drame est en Syrie, il est en Irak, il est en Libye et nous avons forcément, au cours de ce Sommet, travaillé sur ces questions, nos ministres des Affaires étrangères, nos ministres de la Défense, nos ministres de l'Intérieur. En Syrie et avec Matteo, nous avons conjugué nos efforts il y a un cessez-le-feu mais il est fragile et il ne peut pas être suffisant en tant que tel. Nous devons utiliser cette trêve pour qu'il y ait une négociation et que cette négociation puisse aboutir à la transition politique. Nous avons parlé à tous : hier, nous avons parlé au Premier ministre turc, nous nous sommes également tournés vers la Russie et vers les États-Unis. Nous avons l'un et l'autre des contacts avec l'Iran, avec l'Arabie saoudite, avec tous ceux qui peuvent contribuer à mettre l'ensemble des protagonistes autour de la table de négociation et trouver l'issue.

L'issue, c'est à la fois de restaurer l'unité de la Syrie, c'est d'en assurer la stabilité et la démocratie long processus et en même temps, c'est de lutter contre le terrorisme, contre Daech. Là encore, nous avons rappelé qu'il n'y a qu'un seul ennemi, le terrorisme, et que s'il doit y avoir

encore des actions qui doivent être menées en Syrie, c'est contre Daech et seulement contre Daech.

Nous avons également parlé de la Libye. Je sais combien l'implication de Matteo est forte. Nous devons tout faire pour qu'il y ait enfin un Gouvernement en Libye, que ce Gouvernement puisse faire appel ensuite à la communauté internationale pour qu'un soutien lui soit apporté, que sa sécurité puisse être assurée. Mais là encore, la lutte contre Daech doit être menée car nous voyons bien ce que Daech est capable de faire de Libye en Tunisie. Hier, il y a eu cette attaque qui a été très meurtrière mais qui était aussi le signe des capacités de Daech. Je saisis cette occasion pour témoigner de la solidarité de la France à l'égard de l'Italie après les deux victimes que vous avez hélas dû constater.

Nous devons donc agir, l'Europe doit agir mais nos pays veulent encore montrer par ce partenariat que nous pouvons être à l'initiative et notamment en Libye et en Syrie. Lutter contre le terrorisme, cela suppose que nous prenions des décisions au plan européen. Elles sont prises mais il faut les mettre en œuvre. Chaque pays doit faire cet effort. Les fichiers doivent être connectés. Nous devons avoir cette capacité de pouvoir surveiller un certain nombre de déplacements et notamment de ces combattants étrangers qui sont une menace constante pour nos pays, pour tous nos pays. Là aussi, partenariat entre l'Italie et la France et travail au niveau européen.

Hier, il y a eu un Conseil européen. Matteo a raison de dire qu'il a été long, très long. Au point que certaines de nos obligations ont dû être annulées. C'était une cause essentielle, c'était de faire en sorte qu'il puisse y avoir enfin les trois principes que nous avons fixés : la sécurité pour les frontières extérieures - dispositif des gardes-frontières, des bateaux de l'OTAN qui peuvent coopérer avec les autorités turques - et avoir un mécanisme de réadmission - la coopération avec la Turquie est donc essentielle - et enfin l'aide à la Grèce. Si ces orientations ont été définies hier dans la nuit, faut-il encore qu'il y ait des décisions qui soient prises, là encore, au prochain Conseil européen. Nous aurons à y revenir mais nous devons remettre les mécanismes de Schengen en place et ne pas céder aux décisions unilatérales et cela a été aussi l'esprit de l'Italie et de la France au cours de ce Conseil européen.

Nous avons, au cours de cet entretien qui va se poursuivre, parlé de nos relations bilatérales. Sur le plan économique, je rappelle que l'Italie est le deuxième partenaire commercial de la France, que la France est le deuxième partenaire commercial de l'Italie, que nous avons des coopérations nombreuses dans le domaine industriel et que nous voulons les poursuivre. Nous avons confirmé aujourd'hui, avec un nouveau texte qui a été signé, les travaux pour Lyon-Turin. C'est un sujet qui doit animer les sommets franco-italiens depuis, je ne sais pas, une vingtaine d'années. Matteo, nous pourrions être quand même ceux qui auront mis un terme à toutes les discussions préparatoires et qui auront lancé les travaux. Dire que nous serons là pour l'inauguration est un peu présomptueux, enfin de mon côté peut-être que Matteo pourra vivre ce moment, parce qu'il est beaucoup plus jeune. Maintenant, les travaux sont lancés et je crois que nous sommes dans cette phase où ce projet devient enfin une réalité.

Je veux aussi terminer sur un certain nombre de thèmes qui nous sont communs : le thème de la jeunesse parce que nous avons voulu qu'il y ait des échanges beaucoup plus nombreux entre nos deux pays et notamment les services civiques puisqu'il va y avoir cette coopération c'est la première en Europe puisque nous avons ce service civique dans nos deux pays pour qu'il puisse y avoir des échanges. Nous voulons faire de la jeunesse, je l'ai dit, une priorité aussi pour l'Europe. Nous avons porté cette idée de Garantie Jeunes et nous continuerons de le faire.

Le second sujet qui nous anime, c'est le sujet de la culture, non pas simplement parce que nous sommes deux grands pays avec une culture vivante mais parce que nous devons protéger les biens culturels. Là aussi, nous avons mis en place un partenariat pour sauvegarder les biens culturels des pays qui sont justement en danger. Le terrorisme ne détruit pas simplement les vies, il détruit aussi les mémoires.

Enfin nous avons une volonté, que l'emploi, la croissance soient prioritaires en Europe. Nous coordonnons là aussi nos points de vue et dans le texte qui a été préparé pour ce Sommet, nous

insistons pour que la zone euro, maintenant qu'elle a réglé un certain nombre de ces questions d'abord, l'Union bancaire, ensuite la présence de la Grèce dans la zone euro, que nos déficits se sont réduits, que nos déséquilibres ont été maîtrisés - nous devons faire en sorte que la croissance puisse être la priorité commune en Europe. Nous en avons besoin pour donner cette espérance.

L'espérance ne viendra pas simplement d'un taux de croissance, elle viendra de valeurs, de principes et je n'oublie jamais de rappeler que l'Italie et la France ont une responsabilité particulière parce que nous avons hérité de l'histoire, des générations précédentes : la conclusion du Traité de Rome et l'idéal européen. Il nous revient donc, Italie et France, de toujours rappeler cet engagement et de rallumer autant qu'il est possible la flamme, nous en avons besoin. Merci en tout cas pour cet accueil exceptionnel.

JOURNALISTE (Philippe RIDET): Une question pour François HOLLANDE et une toute petite question pour Matteo RENZI. Demain, François HOLLANDE, il y aura une manifestation prévue à Paris contre la loi travail. Parmi ces manifestants, il y aura de nombreux jeunes dont vous avez fait la priorité de votre quinquennat et dont vous avez à peine rappelé l'importance. Est-ce que vous auriez un message à la veille de ce rendez-vous à leur faire passer ? Et enfin, Matteo RENZI, vous avez derrière vous la réforme du travail ? Est-ce que vous avez un conseil à donner à votre homologue français sur cette réforme particulière ? Merci.

LE PRÉSIDENT : Je veux dire aux jeunes qu'ils ont de toute façon raison de vouloir que leur avenir soit meilleur que le présent, que celui que leurs propres parents peuvent vivre, que celui d'un chômage trop élevé, d'une précarité trop grande et que la responsabilité qui est la mienne, depuis maintenant près de quatre ans, c'est de prendre toutes les décisions qui permettront aux jeunes d'avoir plus de stabilité dans l'emploi, pas forcément dans le même emploi mais dans leur vie professionnelle. C'est aussi de donner aux entreprises la possibilité de recruter davantage, donc d'assurer cette sécurité professionnelle pour les uns tout au long de leur vie et cette souplesse pour les entreprises pour qu'elles vivent le plus longtemps et qu'elles puissent être les plus dynamiques possible.

J'ai aussi fait le choix de l'éducation et de l'enseignement supérieur. C'est la priorité, même au plan budgétaire. Que les jeunes d'aujourd'hui le sachent bien parce que c'est ce qui est de plus essentiel et que nous continuerons jusqu'à la fin de ce quinquennat à faire de l'éducation, de la formation et de l'enseignement supérieur, la priorité.

Je pense enfin que, pour beaucoup de jeunes qui ne connaissent pas forcément un texte qui n'a d'ailleurs même pas été encore adopté en Conseil des ministres et qui est encore en concertation, en discussion avec les partenaires sociaux, ce qu'ils veulent, c'est que l'on puisse leur donner une vision, une espérance. Cette espérance, ce n'est pas simplement par des réformes législatives que l'on peut la porter, c'est de dire : qu'est-ce que nous voulons faire ensemble ? Est-ce que nous sommes capables de créer cette confiance ?

Je pense qu'aujourd'hui, à travers le processus que nous avons lancé depuis plusieurs années de concertation, de dialogue avec les partenaires sociaux mais aussi de réformes qui étaient nécessaires, nous pouvons éviter les ruptures parce que, ce qu'il y a de plus grave, c'est lorsque ce qui a fondé le pacte social se délite et qu'aucun autre ne vient le remplacer. Voilà pourquoi je pense qu'il faut laisser le temps de la concertation, le temps de la discussion mais que le temps de la décision viendra et qu'il sera forcément, ce temps-là, offert aux jeunes pour qu'ils aient plus de place dans notre société et surtout un meilleur avenir.

Intervention de Matteo RENZI, Président du Conseil italien

JOURNALISTE (Gavino MORETTI) : Une question aux deux Présidents et je reviens à la Libye, aujourd'hui, il y a eu le énième renvoi du Parlement de Tobrouk sur le vote de confiance pour un nouvel exécutif, un nouveau gouvernement. Face à cette situation très grave, s'il y avait une situation de paralysie prolongée, que pourrait-on faire, alors que des bruits courent aux États-Unis sur la possibilité de raid des militaires, en en parlant, bien sûr, avec les alliés européens ?

Intervention de Matteo RENZI, Président du Conseil italien

LE PRÉSIDENT : L'enjeu, c'est qu'il y ait un gouvernement en Libye parce que le chaos ne peut bénéficier qu'au terrorisme. Nous devons tout faire pour que, malgré toutes les déconvenues que

beneficent qu'au terrorisme. Nous devons tout faire pour que, malgré toutes les déconvenues que nous avons rencontrées depuis plusieurs mois, il y ait enfin un gouvernement qui puisse s'installer. J'ai évoqué ce que devrait ensuite faire la communauté internationale, répondre aux demandes de ce gouvernement pour la formation de ses cadres, pour sa sécurité. Je crois que si nous commençons à imaginer que l'on va régler le problème de la Libye simplement par un certain nombre d'actions qui peuvent être engagées mais qui ne pourront pas être le règlement global. Je vois la menace du terrorisme, puisque ce commando est parti de Libye en Tunisie. Je vois la menace aussi pour l'Afrique subsaharienne.

Nous devons donc agir globalement. Sur la Libye, il y a eu trop d'attente et pas assez de pression. Nous avons pensé que d'accord en accord, il serait possible d'avoir un gouvernement. Nous constatons que ce n'est toujours pas le cas. Nous avons donc des relations avec les principaux protagonistes parce qu'il y a plusieurs pays qui influencent un certain nombre de groupes en Libye. C'est la raison pour laquelle je fais en sorte et Matteo RENZI aussi de son côté de convaincre chacun de ces pays qui ont une influence en Libye que le danger est maintenant tellement grand que c'est leur intérêt qu'il y ait un gouvernement qui puisse inclure toutes les composantes.

JOURNALISTE (Valérie NATAF) : Je voudrais poursuivre sur la question de mon collègue italien et vous demander s'il faudra attendre la déstabilisation totale de la Tunisie pour faire quelque chose en Libye. Vous venez de le dire, un gouvernement est de plus en plus urgent mais pendant ce temps-là, la Tunisie subit de jour en jour de nouvelles attaques meurtrières et menace de déstabiliser tout l'arc méditerranéen. Merci.

LE PRÉSIDENT : Nous aidons déjà la Tunisie parce qu'elle a été frappée. Elle a été frappée parce qu'elle est aussi un symbole de réussite du printemps arabe dans un seul pays. La Tunisie, symbole de la transition politique, de la démocratie, du pluralisme. Nous avons mis en uvre, au plan européen et au plan de nos relations bilatérales, un soutien à la Tunisie, y compris sur le plan de la défense.

Mais c'est vrai que la Tunisie est directement exposée par rapport au chaos libyen et nous ne pouvons pas simplement aider la Tunisie à protéger sa frontière, il faut régler en Libye le problème qui est posé, c'est-à-dire la présence de Daech. Il y a aussi beaucoup de combattants tunisiens qui étaient partis sur les lieux de conflit Syrie, Irak et qui peuvent également revenir, ce qui est un danger majeur. C'est pourquoi nous coopérons avec les autorités tunisiennes pour les suivre et éventuellement les mettre hors d'état de nuire.

Intervention de Matteo RENZI, Président du Conseil italien

JOURNALISTE (italien): Pour la Commission européenne, l'Italie, la France, le Portugal, la Croatie et la Bulgarie ont des déséquilibres macroéconomiques excessifs. Ceci est source d'inquiétude pour vous, notamment pour vous, Monsieur RENZI ? Le fait qu'on nous demande des mesures détaillées pour satisfaire les cibles qui ont été arrêtées. On nous demande un plan de réforme ambitieux, est-ce que vous vous y attendiez ou pas ? A Monsieur HOLLANDE, je voudrais demander si, dans le secteur des télécommunications, du moment que l'on parle d'une fusion entre ORANGE et TELECOM (sic), s'il serait souhaitable d'après lui de créer un champion européen qui voit l'Italie et la France protagonistes des télécoms. Merci.

Intervention de Matteo RENZI, Président du Conseil italien

LE PRÉSIDENT: Oui, avec Matteo RENZI, nous avons parlé de ce que nous pourrions faire ou permettre sur le plan industriel parce qu'il y a déjà des partenariats qui existent. L'idée, c'est d'avoir des champions au plan européen et notamment dans un certain nombre de secteurs d'avenir : je pense aux énergies renouvelables, puisque la COP21 va nous ouvrir un certain nombre de domaines pour nos investissements £ je pense à l'industrie navale, puisque nous avons aussi ce développement considérable du transport maritime et la France et l'Italie sont deux puissances maritimes et avec, là encore, des entreprises qui sont dans l'excellence £ nous avons aussi sans doute, sur le plan de la défense, à rapprocher un certain nombre d'entreprises françaises et italiennes pour des coopérations, pour des partenariats, pour des alliances. C'est également vrai pour les télécoms. Si on veut peser sur ce marché, si on veut avoir la taille nécessaire, il faut qu'il y ait des rapprochements. Alors, après, qui vient en actionnaire

majoritaire, en actionnaire minoritaire ? Cela, c'est l'affaire des entreprises. Ce qu'il faut, c'est que nous ayons cette capacité à pouvoir peser. Il n'y a pas d'avenir pour des pays comme les nôtres sans une industrie forte qui, d'ailleurs, nourrit ensuite des services et des contenus. Nous sommes aussi attachés aux industries culturelles à la fois par ce qu'elles peuvent offrir comme moyen d'échange et de communication mais aussi par les contenus que ces industries portent. Je crois que la France et l'Italie ont des spécificités et ont des partenariats possibles et tournés vers l'excellence.

Comme l'a dit Matteo, je crois qu'il ne faut pas avoir peur de ces investissements, de ces entreprises qui viennent. Si on veut être capables d'être les meilleurs, il faut accepter de jouer avec les meilleurs et c'est ce que nous faisons, je crois, dans le domaine des télécommunications. En tous les cas, les entreprises françaises sont dans cet état d'esprit.

Enfin, je crois que pour revenir à ces questions européennes, la France fait ce qu'elle a à faire en matière de réduction de déficit, d'ailleurs, plus vite que ce qui avait été affiché. Nous devons corriger forcément ce que d'autres ont laissé une dette, des déficits mais nous devons aussi renforcer nos économies, nous devons faire les réformes on en parlait qui permettent d'être les plus agiles, les plus performants pour créer de l'emploi. Cela, ce sont les investissements qui nous le permettront et l'innovation qui nous donnera cette capacité. Si on ne fait pas ces choix en matière d'investissement et d'innovation, on peut avoir les meilleurs comptes budgétaires, on n'aura pas les meilleurs résultats en termes d'emploi et de croissance. C'est cette alliance, cet alliage même qu'il faut réussir. C'est pourquoi je pense qu'il y a effectivement entre l'Italie et la France, de ce point de vue-là, une vision commune. Merci.